

# **Livre Blanc : Algérie 2050 - De la Rente à l'Économie Émergente**

## **1. Introduction : L'Algérie à la Croisée des Chemins Stratégiques**

L'économie algérienne se trouve à un point de bascule historique. Le modèle de croissance fondé sur la rente des hydrocarbures, bien qu'ayant assuré une stabilité relative par le passé, a atteint ses limites structurelles. Il a généré des déséquilibres profonds, rendus plus critiques par la succession de chocs économiques, géopolitiques et sanitaires survenus depuis 2014. Cette configuration a non seulement mis en évidence la vulnérabilité du modèle, mais a également accéléré l'érosion de ses mécanismes d'amortissement, plaçant le pays face à une contrainte temporelle accrue.

La thèse centrale de ce livre blanc est que l'enjeu pour l'Algérie n'est plus de savoir si un ajustement économique aura lieu, mais de décider s'il sera anticipé et maîtrisé, ou différé et subi dans des conditions économiques et sociales bien plus coûteuses. Le maintien du statu quo n'est plus une option viable ; il conduit à une dégradation progressive des marges de manœuvre et expose le pays à un ajustement désordonné, plus brutal et plus régressif. La réforme n'est plus un simple impératif économique, mais une condition de souveraineté économique.

Ce document propose une feuille de route pour une transition maîtrisée. Il posera d'abord un diagnostic précis des vulnérabilités macroéconomiques et structurelles du modèle actuel. Il évaluera ensuite le coût économique et social de l'inaction, en démontrant l'urgence d'agir dès 2026. Enfin, il proposera une vision stratégique pour l'horizon 2050, articulée autour de piliers doctrinaux clairs et déclinée en une feuille de route détaillée de politiques publiques indispensables pour transformer l'Algérie en une économie émergente, productive et résiliente.

Pour saisir l'ampleur du défi, il est donc essentiel d'analyser en profondeur les failles du modèle économique actuel et sa capacité de résilience face à un environnement mondial en pleine mutation.

## **2. Diagnostic d'un Modèle Économique sous Tension**

Pour comprendre l'urgence de la réforme, il est impératif d'analyser les failles structurelles du modèle économique algérien et son exposition accrue à un environnement international et domestique profondément recomposé. Les déséquilibres accumulés, combinés à des rigidités persistantes, limitent la capacité du pays à générer une croissance durable et inclusive.

## **Un Contexte Mondial en Basculement**

L'environnement international est entré dans une phase de recomposition géostratégique, marquée par l'émergence d'un ordre mondial dominé par le risque, l'incertitude et la fragmentation. La montée des rivalités de puissance, la récurrence des conflits régionaux et la politisation accrue de l'énergie redéfinissent les conditions de la stabilité économique mondiale.

Dans ce nouvel ordre, les modèles fondés sur la rente sont structurellement fragilisés. La transition énergétique mondiale introduit une incertitude durable sur la demande future d'énergies fossiles, tandis que le durcissement des conditions financières internationales et la recomposition des chaînes de valeur limitent les marges d'ajustement. Pour les économies rentières comme l'Algérie, retarder l'adaptation revient à accroître mécaniquement le coût futur de l'ajustement.

## **Les Déséquilibres Macroéconomiques Persistants (Fin 2025)**

À la fin de l'année 2025, malgré une activité économique qui demeure relativement robuste, la situation macroéconomique de l'Algérie se caractérise par des déséquilibres croissants qui fragilisent sa soutenabilité.

- **Une croissance insuffisante** : La croissance réelle, estimée autour de 3 %, demeure très en deçà du seuil requis pour absorber la croissance démographique, réduire durablement un chômage élevé (notamment chez les jeunes) et améliorer les conditions de vie.
- **Un déséquilibre budgétaire structurel** : Le déficit budgétaire global oscille entre **9 et 12 % du PIB**. Plus révélateur encore, le déficit primaire hors hydrocarbures dépasse **25 % du PIB hors hydrocarbures**, traduisant une dépendance critique de la dépense publique à la rente et une faiblesse persistante de la mobilisation des ressources fiscales ordinaires.
- **Une vulnérabilité externe croissante** : Le compte courant reste structurellement déficitaire, de l'ordre de **-3 à -4 % du PIB**, reflétant une compétitivité limitée et une faible diversification des exportations. Cette situation exerce une pression continue sur les amortisseurs externes : les réserves de change, après avoir culminé à plus de 190 milliards de dollars en 2014, sont retombées autour de **60 milliards de dollars fin 2025**, suivant une trajectoire orientée à la baisse.
- **Une crise du coût de la vie** : Au-delà de l'inflation officielle, la dépréciation prolongée du dinar, la persistance d'un double marché des changes et une progression des revenus nominaux insuffisante pour compenser la hausse des prix entraînent une baisse durable des revenus réels. Les indicateurs officiels sous-estiment l'érosion du pouvoir d'achat réellement subie par les ménages, qui s'ajustent par la **réduction des quantités**

**consommées, la substitution vers des biens de moindre qualité, et le report des dépenses de santé et d'éducation.**

### **Les Rigidités Structurelles qui Étouffent le Potentiel**

Ces tensions macroéconomiques sont aggravées par des verrous structurels profonds qui freinent la productivité, découragent l'investissement et limitent la capacité d'adaptation de l'économie.

<b>Les Verrous Structurels de l'Économie Algérienne</b>	
<b>Verrou Structurel</b>	<b>Analyse de l'Impact</b>
<b>Faible productivité et compétitivité</b>	Le modèle de croissance est extensif, fondé sur l'accumulation de capital et de travail plutôt que sur des gains d'efficacité. L'investissement total reste modéré (autour de <b>15 % du PIB</b> , contre <b>25-30 %</b> dans les économies émergentes dynamiques) et les exportations hors hydrocarbures sont marginales ( <b>&lt;10 % des exportations totales</b> ), signe d'une faible intégration dans l'économie mondiale.
<b>Secteur des entreprises publiques inefficace</b>	Caractérisé par une faible productivité et une dépendance chronique au soutien de l'État, ce secteur représente un coût budgétaire et quasi-budgétaire élevé. Le soutien implicite est estimé entre <b>2 et 4 % du PIB hors hydrocarbures par an</b> , mobilisant des ressources qui pourraient être allouées à des usages plus productifs.
<b>Système bancaire dominé et peu performant</b>	Largement dominé par les banques publiques, le système financier se caractérise par une intermédiation peu efficiente et une allocation du crédit fortement administrée. Cette configuration limite l'accès au financement pour les PME et les secteurs innovants, tout en générant des risques budgétaires latents pour l'État.
<b>Dynamique démographique contraignante</b>	La population devrait augmenter d'environ <b>13 millions d'habitants d'ici 2040</b> . Cette pression démographique relève fortement le seuil de croissance nécessaire pour créer des emplois en nombre suffisant et maintenir la cohésion sociale, rendant les rythmes de croissance actuels structurellement insuffisants.

## **Une Gouvernance Économique Fragmentée**

Enfin, la politique économique souffre d'une fragmentation institutionnelle. Les politiques budgétaire, monétaire et de change sont menées sans coordination efficace ni vision intégrée. L'absence d'ancrage crédible ne supprime pas l'ajustement macroéconomique ; elle en déplace les canaux vers des formes non conventionnelles et coûteuses telles que l'inflation latente, les pénuries et la segmentation monétaire. La faiblesse des outils de pilotage stratégique (TOFE, CBMT), l'absence de mécanismes rigoureux de suivi-évaluation et un déficit de mémoire institutionnelle conduisent à la répétition des erreurs passées et freinent toute trajectoire de transformation durable.

Ce diagnostic révèle un modèle à bout de souffle, dont la poursuite mène à une impasse économique et sociale, justifiant une analyse rigoureuse des coûts précis de l'inaction.

### **3. Le Point de Bascule de 2026 : Évaluer le Coût de l'Inaction**

L'année 2026 constitue une année charnière pour l'économie algérienne. Le pays dispose encore de marges de manœuvre pour engager une transition ordonnée, mais la fenêtre d'opportunité pour un ajustement maîtrisé se referme rapidement. Reporter les réformes au-delà de ce seuil critique ne se justifie ni économiquement ni financièrement, car cela transformerait une transition gérable en un ajustement subi, beaucoup plus coûteux et déstabilisateur.

#### **Une Fenêtre d'Opportunité à Saisir**

Le principal atout stratégique dont dispose l'Algérie en 2026 est son **très faible niveau d'endettement externe, proche de 1 % du PIB**. Cette situation place le pays parmi les moins endettés au monde et lui confère une flexibilité financière appréciable.

Cette marge offre une capacité d'accès prudent aux financements extérieurs, non pas comme un substitut à la réforme, mais comme un levier pour accompagner une transition graduelle et socialement calibrée. C'est une opportunité qui permettrait de lisser les coûts de l'ajustement et de financer les investissements productifs nécessaires à la transformation. Gaspiller cette opportunité en retardant l'action reviendrait à affronter les défis futurs avec des amortisseurs réduits et des contraintes de financement bien plus sévères.

## **Les Risques du Scénario du Statu Quo à l'Horizon 2030**

En l'absence de réformes structurelles, la poursuite du modèle actuel conduirait à une dégradation rapide des principaux équilibres macroéconomiques d'ici 2030. Les projections illustrent clairement les coûts de l'inaction :

- **Ralentissement de la croissance potentielle** : La croissance réelle pourrait tomber durablement **sous la barre des 2 %**, un rythme insuffisant pour absorber la croissance démographique et susceptible d'aggraver le chômage et les tensions sociales.
- **Érosion critique des amortisseurs** : La trajectoire actuelle mènerait à une chute des réserves de change, qui pourraient tomber **sous les 20 milliards de dollars d'ici 2030**, soit moins de six mois d'importations, exposant l'économie à un risque de crise de la balance des paiements.
- **Explosion de la dette publique** : La dette publique brute, déjà sur une trajectoire ascendante, pourrait atteindre **près de 80 % du PIB en 2030**, réduisant drastiquement l'espace budgétaire et augmentant le risque souverain.

## **D'une Transition Maîtrisée à un Ajustement Subi**

Le coût le plus élevé de l'inaction réside dans la perte de contrôle sur le processus d'ajustement lui-même. En 2026, l'Algérie a encore la capacité de concevoir et de mettre en œuvre une transition "**autopilotée, graduelle et socialement calibrée**".

Reporter l'action risquerait de transformer cette transition gérable en un "**ajustement subi**", déclenché par un choc externe ou une crise budgétaire. L'expérience internationale montre que ces ajustements contraints sont systématiquement plus brutaux, plus récessifs et socialement plus coûteux, car ils interviennent dans un contexte de crédibilité affaiblie et de marges de manœuvre institutionnelles réduites.

## **Les Gains Chiffrés d'une Action Immédiate**

Agir dès 2026 permettrait non seulement d'éviter le scénario de crise, mais aussi de générer des gains tangibles. Un programme de réformes crédible permettrait d'éviter **17 milliards de dollars de besoins de financement cumulés** sur la période 2026-2030 (164 milliards de dollars avec réformes contre 181 milliards sans). Le besoin de financement exceptionnel pour accompagner la transition est limité et estimé entre **17 et 20 milliards de dollars**, un montant gérable grâce à la faible dette extérieure du pays.

Le choix n'est donc plus entre la réforme et la stabilité, mais entre une réforme maîtrisée aujourd'hui et une instabilité subie demain, ce qui impose de définir sans tarder une vision claire et mobilisatrice pour l'avenir.

## **4. Vision Algérie 2050 : Les Piliers d'un Nouveau Modèle de Croissance**

Face à l'impasse du modèle rentier, il est indispensable de définir un nouveau paradigme économique pour l'Algérie. La vision "Algérie 2050" incarne cette ambition : hisser le pays au rang d'économie émergente, en opérant une transition résolue vers un modèle productif, compétitif, inclusif et décarboné. Cette vision doit tenir compte des contraintes d'économie politique spécifiques aux économies rentières, où la dépendance aux hydrocarbures affaiblit la redevabilité budgétaire et renforce les résistances au changement, expliquant l'échec des réformes passées.

### **Les Cinq Piliers Doctrinaux de la Transformation**

La refondation du modèle économique algérien repose sur cinq piliers doctrinaux complémentaires, qui doivent guider l'action publique sur le long terme.

1. ***Une économie de marché efficacement régulée*** : L'objectif est d'instaurer un cadre concurrentiel crédible, fondé sur des règles stables et une régulation indépendante pour restaurer les signaux de prix et améliorer l'allocation des ressources.
2. ***Un entrepreneuriat privé productif et innovant*** : La transition doit être portée par l'émergence d'un secteur privé créateur de valeur et d'emplois, fondé sur l'initiative et la prise de risque, principal levier de diversification productive.
3. ***Un État stratégique et régulateur*** : Il ne s'agit pas d'un retrait de l'État, mais d'un repositionnement fonctionnel. L'État doit agir comme un développeur stratégique dans les secteurs clés et un régulateur garantissant la stabilité et la concurrence.
4. ***L'épargne étrangère comme levier de transformation*** : Les capitaux externes, notamment les investissements directs étrangers, doivent être mobilisés comme des vecteurs de modernisation productive, de diffusion technologique et d'insertion compétitive dans l'économie mondiale.
5. ***L'inclusion et la reconstitution d'une classe moyenne*** : La transformation économique est indissociable d'une répartition plus équitable du revenu. La reconstitution d'une classe moyenne solide, fondée sur l'emploi productif et une protection sociale ciblée, constitue un objectif macroéconomique central.

## **Une Architecture Stratégique à Trois Niveaux**

Cette vision se décline en une architecture stratégique cohérente, articulée autour de trois niveaux d'action interdépendants.

- **Niveau 1 : Assainissement des fondamentaux macroéconomiques.** Il s'agit de la condition préalable à toute stratégie soutenable : restaurer les équilibres budgétaires et externes, maîtriser l'inflation et réduire la dépendance à la rente.
- **Niveau 2 : Construction d'une base productive compétitive.** Cette étape vise à bâtir une économie diversifiée tirée par l'investissement privé, domestique et international, en libérant les moteurs de croissance endogènes fondés sur l'innovation et la productivité.
- **Niveau 3 : Mise en œuvre de politiques sectorielles ciblées.** Il s'agit de positionner l'Algérie sur les activités d'avenir à forte valeur ajoutée, comme le numérique, l'économie verte et les énergies renouvelables.

## **Séquençage et Rôle de l'Horizon 2030**

La vision 2050, pour être crédible, nécessite une cohérence intertemporelle et des étapes intermédiaires clairement identifiées. L'horizon 2030 est conçu comme une "**étape de convergence**" cruciale. Cette première décennie sera axée sur la mise en œuvre des réformes "faisables" à rendement rapide : restauration de la discipline budgétaire, amélioration de la gouvernance économique, modernisation du cadre réglementaire et libération de la productivité. Cette phase doit permettre de relever durablement la croissance hors hydrocarbures et de stabiliser les équilibres macroéconomiques, préparant ainsi le terrain pour la transformation plus profonde visée à l'horizon 2050.

Cette vision ambitieuse doit maintenant être traduite en une feuille de route opérationnelle de politiques publiques, séquencée et rigoureusement pilotée.

## **5. Feuille de Route de la Transition : Les Politiques Publiques Indispensables**

La transition vers le nouveau modèle économique repose sur la mise en œuvre coordonnée et séquencée de réformes macroéconomiques, structurelles et sociales. La cohérence entre ces différents axes d'intervention est la clé du succès pour garantir une transformation durable, tout en maîtrisant les coûts économiques et sociaux de l'ajustement.

### **Axe 1 : La Restauration des Équilibres Macroéconomiques**

L'assainissement des fondamentaux est le socle de toute la stratégie. Sans stabilité macroéconomique, les réformes structurelles ne peuvent produire leurs pleins effets.

- **La centralité de la viabilité des finances publiques :** L'ajustement budgétaire est l'instrument central de la stabilisation. La structure actuelle des dépenses est insoutenable : la masse salariale et les transferts représentent à eux seuls **101 % des recettes totales**. L'objectif est de ramener le déficit budgétaire hors hydrocarbures de son niveau actuel de **25,3 % du PIB hors hydrocarbures** vers une cible soutenable d'environ **11 % d'ici 2030**. Cet effort doit reposer sur une réforme fiscale profonde pour corriger les distorsions actuelles, comme le fait que la fiscalité sur la consommation (TVA) ne représente que **16,4 % des recettes** alors que la consommation des ménages constitue **52 % du PIB**, ou que le taux effectif de recouvrement douanier ne s'élève qu'à **4,1 %**.
- **L'ajustement monétaire et du taux de change :** Il est impératif de recentrer le mandat de la Banque centrale sur la stabilité des prix et de normaliser progressivement la politique monétaire. Parallèlement, l'adoption d'un régime de change plus flexible et prévisible est nécessaire pour restaurer la compétitivité-prix de l'économie, absorber les chocs externes et converger graduellement vers l'unification du marché des changes.

### **Axe 2 : Les Réformes Structurelles pour Libérer l'Offre Productive**

L'objectif est de lever les contraintes qui freinent l'investissement, l'emploi et la productivité, afin de stimuler une croissance tirée par le secteur privé.

<b>Chantiers des Réformes Structurelles</b>	
<b>Domaine de Réforme</b>	<b>Actions Clés</b>
<b>Environnement des affaires</b>	Renforcer la protection effective des droits de propriété et des droits contractuels, et simplifier les procédures administratives pour réduire les coûts de transaction et l'incertitude réglementaire.
<b>Accès au financement</b>	Moderniser en profondeur le système financier, alors que le crédit au secteur privé ne représente que <b>20-23 % du PIB</b> (contre 50-70 % dans les pays émergents), et développer des instruments adaptés aux besoins des PME.
<b>Entrepreneuriat et prise de risque</b>	Simplifier les procédures de faillite et renforcer les mécanismes de résolution des créances douteuses pour encourager la prise de risque productive et améliorer l'allocation du capital.
<b>Inclusion des femmes sur le marché du travail</b>	Mettre en œuvre des politiques actives du marché du travail et lever les contraintes spécifiques (garde d'enfants, politiques familiales) pour augmenter le taux de participation féminine, un levier majeur de croissance.

### Axe 3 : La Politique Sociale et la Communication, Leviers de Soutenabilité

La réussite des réformes dépend de leur acceptabilité sociale et de la confiance des acteurs économiques.

- **Réformer la politique sociale :** La transition implique de passer d'un système de subventions généralisées, qui sont à la fois coûteuses (**estimées à 13 % du PIB**) et inefficaces, à des mécanismes de protection sociale ciblés. Ces derniers permettront de protéger efficacement les ménages les plus vulnérables durant la phase d'ajustement, tout en libérant des marges budgétaires.
- **Mener une politique de communication stratégique :** Une communication transparente, cohérente et crédible est indispensable pour expliquer les arbitrages, gérer les anticipations et garantir l'adhésion sociale aux réformes. Il s'agit d'un instrument stratégique à part entière, qui conditionne la soutenabilité politique et sociale de l'ensemble du processus.

La mise en œuvre réussie de cette feuille de route ambitieuse dépendra de la capacité de l'État à se doter d'une nouvelle architecture de gouvernance pour piloter cette transformation complexe.

## 6. Une Nouvelle Gouvernance pour Piloter la Transformation

Sans une refonte profonde de l'architecture institutionnelle et des outils de pilotage, les meilleures stratégies de réforme risquent de rester lettre morte. La mise en place d'une nouvelle gouvernance économique est donc une condition indispensable pour assurer la crédibilité, la mise en œuvre et la pérennité de la transformation.

### Les Outils de Pilotage Stratégique

La conduite des réformes exige la mise en place d'une véritable "infrastructure décisionnelle" pour garantir la discipline et la cohérence des politiques publiques.

- **Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT)** : Cet instrument est essentiel pour traduire la stratégie budgétaire en objectifs pluriannuels contraignants, assurant la prévisibilité et la discipline des dépenses.
- **Règles budgétaires claires** : La stratégie doit être adossée à des règles explicites pour renforcer la crédibilité. Celles-ci doivent inclure une règle ancrée sur le **solde budgétaire hors hydrocarbures** pour dissocier la dépense de la volatilité de la rente, et une règle sur la **croissance des dépenses primaires** pour contenir les dérives discrétionnaires.
- **Unité macro-budgétaire dédiée** : La crédibilité du dispositif repose sur une unité technique forte, chargée de produire les projections macroéconomiques de référence, de conduire des analyses de scénarios et d'évaluer la compatibilité des lois de finances avec la trajectoire à moyen terme.

### Un Cadre Institutionnel pour la Gouvernance des Réformes

La mise en œuvre et le suivi des réformes doivent s'appuyer sur une architecture institutionnelle dédiée, articulée à deux niveaux pour garantir à la fois l'efficacité opérationnelle et l'impulsion stratégique.

- Un **Comité Technique des Réformes (CTR)**, regroupant les principales administrations économiques, serait chargé de la mise en œuvre opérationnelle, du suivi des indicateurs et de la coordination technique interministérielle.
- Un **Comité Politique Stratégique (CPS)**, placé au plus haut niveau de l'État, aurait pour mission de définir les orientations, d'arbitrer les priorités et d'assurer la cohérence d'ensemble de la trajectoire de transformation.

## **La Stratégie de Gouvernance de l'Endettement**

Une gestion moderne de la dette est un pilier de la nouvelle gouvernance, visant à mobiliser des ressources de manière soutenable et productive.

- **Endettement extérieur** : Il doit être conçu comme un **instrument complémentaire et productif**, et non comme un substitut à la réforme. Sa mobilisation doit reposer sur des principes stricts de soutenabilité, de gradualisme et de transparence, en étant prioritairement affectée à des investissements génératrices de croissance et de devises.
- **Endettement intérieur** : Il doit devenir le **pilier central du financement de l'État**. Son développement vise à mobiliser l'épargne nationale, à approfondir le marché financier domestique et à réduire progressivement la dépendance au financement monétaire, renforçant ainsi la discipline budgétaire et la stabilité macroéconomique.

La combinaison d'une vision claire, d'une feuille de route opérationnelle et d'une gouvernance robuste, qui tire les leçons du déficit de mémoire institutionnelle ayant conduit à la répétition des erreurs passées, offre à l'Algérie une voie crédible pour sortir de la dépendance à la rente et bâtir une prospérité durable.

## **7. Conclusion Générale : Un Choix pour l'Avenir**

L'Algérie se trouve à un moment décisif de son histoire économique, où le statu quo n'est plus une option viable. Le modèle rentier a atteint ses limites, et les déséquilibres accumulés rendent une transformation profonde non seulement souhaitable, mais impérative. L'enjeu n'est plus de savoir si un ajustement aura lieu, mais de décider s'il sera anticipé et maîtrisé, ou différé et subi dans des conditions bien plus déstabilisatrices.

Le succès de cette transition repose sur trois conditions essentielles et indissociables.

Premièrement, une **vision stratégique de long terme**, claire et partagée, qui fixe le cap vers une économie productive et diversifiée à l'horizon 2050. Deuxièmement, un **séquençage rigoureux des réformes**, capable de gérer les arbitrages, de maîtriser les coûts économiques et sociaux, et de protéger les plus vulnérables. Troisièmement, une **volonté politique forte et durable**, capable de surmonter les résistances au changement et de maintenir la cohérence de l'action publique dans la durée.

Les réformes proposées sont complexes et exigeantes. Cependant, leur report ne ferait qu'amplifier les vulnérabilités et alourdir le coût de l'ajustement futur. La mise en œuvre d'une transition structurée, crédible et bien gouvernée est la condition nécessaire pour inscrire durablement le pays sur la trajectoire d'une économie émergente, productive et résiliente à l'horizon 2050. C'est le choix d'un avenir de prospérité maîtrisée et de souveraineté économique, plutôt que d'instabilité subie.